

LIBÉREZ L'ÉOLIEN FRANÇAIS !

Depuis deux ans, un refrain s'est installé. La France aurait trop d'électricité, la demande stagne ; il serait donc raisonnable de lever le pied sur le développement de l'éolien et du solaire. Le rapport publié le 9 septembre par la Commission de régulation de l'énergie contredit ce refrain avec la froideur des chiffres. Le développement des renouvelables entre 2020 et 2025 a fait baisser les prix de gros d'environ 20 € par mégawattheure au bénéfice des consommateurs, pour un surcoût du système limité à 5 %. En cas de crise comme celle de 2022, ce même parc amortit les prix de 7 à 40 €. Et le régulateur conclut que poursuivre le développement, au-delà même de la file d'attente actuelle, reste pertinent pour le consommateur, y compris si la demande ne redémarre pas tout de suite.

Voilà pour la théorie. Sur le terrain, l'éolien terrestre français n'a raccordé que 929 MW en 2025 quand la programmation pluriannuelle de l'énergie exige 1,3 GW par an. Les machines installées plafonnent à 3,5 MW de puissance moyenne contre plus de 5 MW chez nos voisins allemands, espagnols ou italiens. Les préfets refusent, les tribunaux hésitent, les inventaires de biodiversité vieillissent au rythme des recours et le repowering se fait à l'identique, faute de pouvoir gagner un mètre de hauteur. L'Allemagne, elle, a remplacé l'an dernier 456 vieilles éoliennes par 279 machines neuves d'une puissance deux fois et demie supérieure.

Ce blocage n'est pas un accident administratif mais le fruit d'une offensive méthodique. Depuis la validation de la programmation pluriannuelle de l'énergie en février, une dizaine d'actions en justice visent le décret et l'appel d'offres en mer, portées par des associations hostiles aux renouvelables et relayées à droite et à l'extrême droite de l'Assemblée. Ces mêmes milieux exigent la transparence sur chaque euro de soutien à l'éolien et s'accommodent de l'opacité du financement des six réacteurs nucléaires EPR2. Pourtant, l'éolien et le solaire mobilisent des capitaux privés dans une logique de marché chère à la droite, quand le nouveau nucléaire repose sur l'État, l'épargne réglementée et la garantie publique, un modèle que l'on croirait sorti d'un programme de gauche. C'est là l'ordre établi de l'échiquier politique qui semble s'inverser.

Ce numéro hors-série prend le problème à bras-le-corps. Nous y dressons le bilan de santé de la filière, donnons la parole aux élus qui veulent leur parc et en vivent, imaginons une France qui appliquerait vraiment la directive européenne sur les renouvelables, simulons un repowering libéré des contraintes de hauteur et regardons du côté des Pays-Bas ce que donnent des zones en mer prêtes à construire. Autant de chemins vers un pays où l'éolien ne serait plus une bataille, mais une évidence.



Stéphane His

*Président de l'association
Énergies renouvelables pour tous,
expert invité par la rédaction*